

SOCIÉTÉ DES MUSÉES DE SCIENCES ET
TECHNOLOGIES DU CANADA

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL
(NON VÉRIFIÉ)

POUR LE TRIMESTRE AYANT PRIS FIN
LE 31 DÉCEMBRE 2014

Rapport de gestion

31 décembre 2014

La présente section du rapport financier trimestriel présente le compte rendu de la direction concernant le rendement financier de la Société au cours du troisième trimestre ayant pris fin le 31 décembre 2014. Veuillez la lire parallèlement aux états financiers trimestriels de la Société, présentés à la section suivante.

BILAN FINANCIER

Voici un résumé des activités financières pour le troisième trimestre de 2014-2015 :

Survol

Le 17 novembre 2014, le gouvernement du Canada a annoncé un investissement de 80,5 \$ millions pour réparer et améliorer le Musée des sciences et de la technologie du Canada (MSTC). Ce financement est essentiel pour aborder les questions de santé et de sécurité qui est d'un intérêt immédiat, et pour soutenir le travail du musée qui consiste à promouvoir la longue histoire de réalisations scientifiques et technologiques du Canada. Plus précisément, les fonds serviront à enlever la moisissure et remplacer la toiture du musée, adapter et améliorer les espaces d'expositions et le plancher du musée, mettre à jour les systèmes d'extinction d'incendie et l'intégrité de la structure du bâtiment pour résister aux secousses sismiques, et moderniser la façade extérieure du musée pour compléter la nouvelle intérieure moderne. Les travaux seront achevés au cours des deux prochaines années et le musée rouvrira en 2017. Notre objectif est que le MSTC renouvelé sera une institution qui incitera tous les Canadiennes et Canadiens à célébrer et à découvrir leur passé, présent et futur scientifique, technologique et innovateur, aussi bien qu'aider à développer et entretenir une culture de science et d'innovation chez nos jeunes afin qu'ils deviennent les futurs innovateurs autant en ligne que dans le musée. Bien que le site du MSTC soit fermé au public, le travail continue sur l'exposition et le développement de programmes publics. La fermeture du MSTC représente une occasion de prendre plus d'offrandes de MSTC à des sites extérieurs et publics.

Le Musée de l'aviation et de l'espace du Canada (MASC) a recueilli plus de 20 000 \$ au cours de sa toute première campagne de financement collectif, visant à soutenir la réalisation du film «Projet Échos», un documentaire produit par des étudiants en cinéma canadiens et par le musée. Composé de témoignages d'anciens combattants de l'Aviation royale canadienne, de la Royal Air Force, de la Women's Auxiliary Air Force et de l'Aviation polonaise, ainsi que de civils ayant habité en Europe, ce documentaire portera sur les gens qui ont vécu la Seconde Guerre mondiale et sur leur expérience de l'aviation. Une fois terminés, ces segments seront accompagnés de ressources pédagogiques, que les écoles du Canada pourront télécharger en 2016.

Le deuxième Plaisir d'Hiver annuel au Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada (MAAC) a attiré deux fois plus de visiteurs qu'en 2013-2014. Les visiteurs de tous âges ont profité d'activités agricoles tels que l'atelier «La demeure d'un pionnier en hiver» au nouveau centre d'apprentissage, où ils pouvaient participer à des tâches pionnières d'hiver tels que la traite de vaches, pompage de l'eau et le cardage de la laine, et la Cuisine de démonstration culinaire a organisé des ateliers de cuisine où les visiteurs pouvaient cuire des recettes centenaires tout en apprenant sur leurs origines.

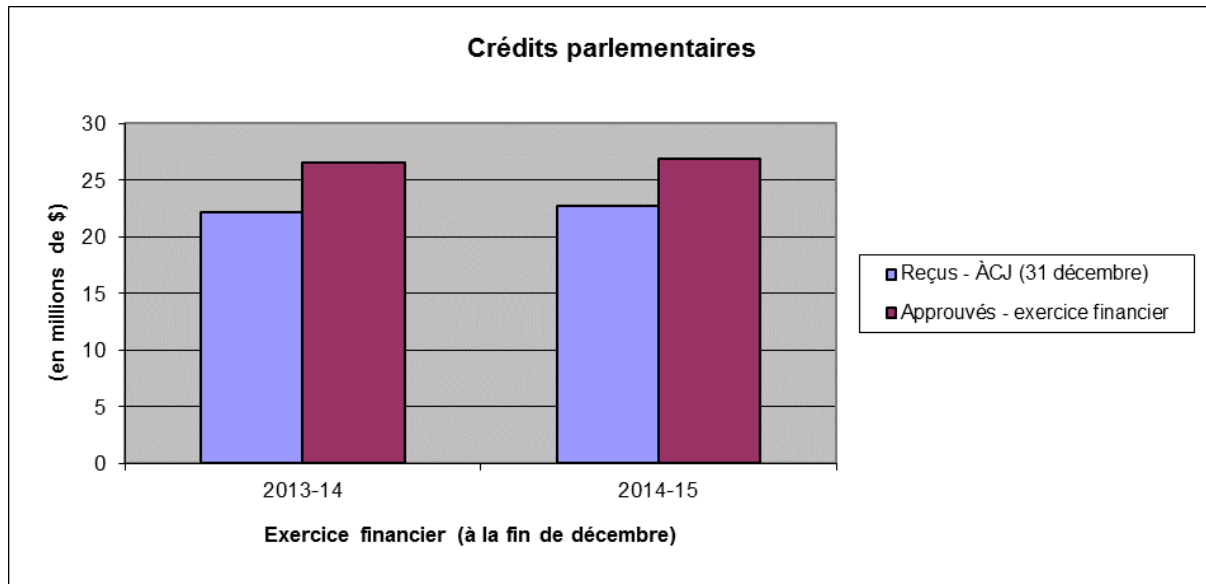
Au cours du troisième trimestre, la Société a fait l'ajout de commanditaires relativement importants: Cenovus Energy et Pulse Canada.

Rapport de gestion

31 décembre 2014

Crédits parlementaires

Le total des crédits parlementaires, d'une somme de 7,6 M\$ pour le troisième trimestre de 2014-2015 (7 M\$ en 2013-2014), est reporté dans les états de la Société selon la comptabilité d'exercice. Pour l'exercice 2014-2015, le total des crédits approuvés est de 26,9 M\$ (26.5 M\$ en 2013-2014).

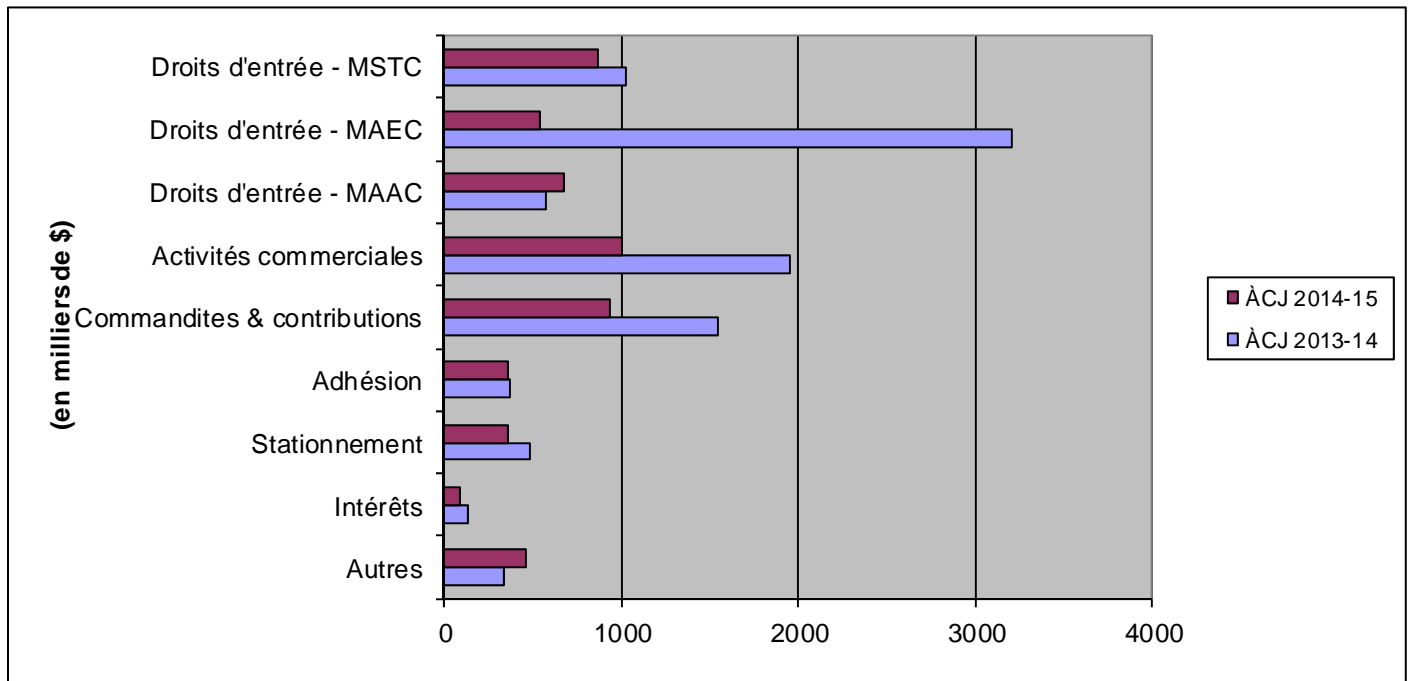


Produits d'exploitation

La génération de revenus reste une priorité pour la Société, et ce, dans le but de contrer la montée des coûts d'exploitation. À la fin du décembre 2014, les revenus de la Société ont diminués de 0,5 M\$ de dollars comparativement à la même période l'année dernière. La diminution des revenus peut être largement attribuée au fait que MSTC et sa boutique ont été fermées depuis septembre 2014, et à la présentation de l'exposition Star Wars^{MC} Identités au MAEC entre mai et octobre 2013, qui a fait grimper les recettes tirées des droits d'entrée au MAEC et les ventes en boutique en raison de l'ajout de la boutique de souvenirs de Star Wars^{MC} mitoyenne à cette exposition unique en son genre.

Rapport de gestion

31 décembre 2014



Dépenses d'exploitation

Les dépenses totales de la Société ont atteint 8,5 M\$ au troisième trimestre de 2014-2015 (10,1 M\$ en 2013-2014); les ressources humaines totalisant 4,6 M\$ (4,9 M\$ en 2013-2014) et les coûts liés aux édifices totalisant 3,2 M\$ (3,9 M\$ en 2013-2014), représentant les deux principaux secteurs de dépenses.

Compte tenu des importants investissements réalisés durant 2013-2014 pour l'installation des nouvelles expositions comme Star Wars^{MC} Identités, si l'on compare les premiers neuf mois de 2014-2015 aux premiers neuf mois de 2013-2014, on constate une diminution considérable des dépenses suivantes : « conception et affichage », « coûts du personnel », « publicité » et « boutiques et commercialisation des produits ».

Dépenses en capital

Pour les trois premiers trimestres de 2014-2015, la Société a fait un investissement minimal en immobilisations (2 M\$ en 2013-2014). Avec l'incertitude liée à la question de la moisissure au MSTC, tous les projets d'immobilisations ont été reportés jusqu'à ce qu'une évaluation exhaustive des travaux correctifs nécessaires soit terminée.

Rapport de gestion

31 décembre 2014

ANALYSE DU RISQUE

Dans son rapport annuel de 2013-2014, la Société a fait mention des défis auxquels elle fait face relativement à ses établissements, aux ressources humaines et au financement.

La Société poursuit ses efforts en vue d'obtenir des installations adéquates, afin d'ainsi régler les problèmes liés aux bâtiments actuels qui ne respectent pas suffisamment les normes environnementales et dont les espaces d'entreposage sont saturés. La Société continue aussi à rénover ses infrastructures en réduisant les zones à risque élevé. En particulier, du travail extensif est nécessaire afin que le problème de la moisissure soit adressé. De plus, le toit et les unités de CVCA du MSTC sont en besoin urgent de remplacement. Grâce à l'investissement annoncé de 80,5 M\$ du gouvernement du Canada, la Société sera en mesure de résoudre tous les problèmes liés à la construction du bâtiment du MSTC y compris la remise en état du problème de moisissure, la mise à niveau de la résistance sismique structurelle du bâtiment et le remplacement du toit du Musée.

Pour ce qui est des défis en matière de ressources humaines, la Société continue de mettre l'accent sur la formation à l'interne et sur l'encadrement aux membres occupant des postes «à risque».

La viabilité financière de la Société continue d'être l'une de nos principales préoccupations. Les enjeux relatifs aux coûts des établissements, qui sont en hausse, et l'identification d'une solution permanente pour les frais d'exploitation des installations additionnelles requises pour livrer notre mandat, et maintenant, la perte de revenus à cause de la fermeture du MSTC, continuent à ajouter de la pression.

La Société a déjà mis en œuvre plusieurs stratégies de stabilisation des coûts au cours des trois dernières années, dont le gel de la préparation de nouvelles expositions (sauf dans les cas de financement par des commanditaires ou d'un retour positif sur l'investissement garanti), le report des travaux d'entretien et de réparation des édifices, la prolongation de l'utilisation de matériel au-delà de sa durée de vie utile, et la mise en place de programmes d'efficacité énergétique et de réduction des dépenses de personnel. Ces initiatives de compression des coûts étant déjà en place, la Société s'acharne à affronter les pressions financières de façon à assurer la viabilité de l'organisation. Ces mesures ont contribué à stabiliser les dépenses, mais elles ne suffisent pas à combler la baisse du financement et ne pourront pas être maintenues à long terme. De plus, la Société doit évaluer les coûts d'exploitation suite à la fermeture du MSTC.

Étant donné cette situation financière, la création de revenus continue d'être l'un des principaux objectifs de la Société. La Société a également revu les prix d'entrée en avril 2014 et a alloué davantage des ressources aux activités de développement des affaires, telles que les commandites et les adhésions. Ces initiatives ont généré des revenus additionnels, mais ceux-ci ne sont pas suffisants pour compenser la hausse des frais de fonctionnement. La Société continuera de surveiller toutes les possibilités pouvant aider dans ce domaine et d'en tirer parti.

États financiers

Rapport Financier Trimestriel (non vérifié)

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

Pour assumer cette responsabilité, la direction a établi et maintient des registres et documents comptables, des contrôles financiers et de gestion, des systèmes d'information et des pratiques de gestion. Ces éléments ont pour but d'établir avec une assurance raisonnable que l'information financière fournie est fiable, que les biens sont protégés et contrôlés et que les opérations sont conformes à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à ses règlements ainsi qu'à la *Loi sur les musées* et aux règlements administratifs de la Société.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Alex Benay

Le président et directeur-général

Fernand Proulx

Le directeur général des opérations

Le 26 février 2015

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (non vérifié)

Au 31 décembre

<i>(en milliers de dollars)</i>	2014	2013
ACTIF		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 675 \$	13 845 \$
Créances		
Ministères	252	294
Clients	334	229
Stocks	473	448
Frais payés d'avance	238	99
	<u>11 972</u>	<u>14 915</u>
Collection (note 3)	1	1
Immobilisations	<u>62 292</u>	<u>65 350</u>
	<u>74 265 \$</u>	<u>80 266 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer		
Ministères	930 \$	866 \$
Salaires à payer et autres	2 112	2 975
Tranche à court terme des avantages sociaux futurs	329	293
Apports reportés et produit reporté	<u>4 589</u>	<u>8 165</u>
	7 960	12 299
Avantages sociaux futurs	236	224
Avance à long terme (note 4)	4 533	4 533
Apports reportés liés aux immobilisations	<u>49 390</u>	<u>51 368</u>
	61 119	68 424
ACTIF NET		
Non affecté	3 044	1 740
Investissement en immobilisations	<u>10 102</u>	<u>10 102</u>
	<u>13 146</u>	<u>11 842</u>
	<u>74 265 \$</u>	<u>80 266 \$</u>

Les notes et le tableau complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES RÉSULTATS (non vérifié)

Pour le trimestre terminé le 31 décembre

<i>(en milliers de dollars)</i>	T3 2014	T3 2013	ACJ 2014	ACJ 2013
PRODUITS				
Exploitation (Tableau 1)	655 \$	1 170 \$	4 265 \$	7 931 \$
Contributions (Tableau 1)	195	598	933	1 546
Intérêts	29	52	90	135
Total des produits	879 \$	1 820 \$	5 288 \$	9 612 \$
CHARGES (Tableau 2)				
Préservation du patrimoine	1 044	1 080	3 076	3 207
Diffusion des connaissances	2 821	3 407	9 205	12 761
Services internes	1 479	1 727	5 082	5 901
Installations	3 205	3 901	9 554	10 243
Total des charges	8 549	10 115	26 917	32 112
Déficit avant les crédits parlementaires	(7 670)	(8 295)	(21 629)	(22 500)
Crédits parlementaires (note 5)	7 604	7 017	22 743	22 221
Bénéfice net (perte nette) de la période	(66) \$	(1 278) \$	1 114 \$	(279) \$

Les notes et le tableau complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET (non vérifié)

Pour le trimestre terminé le 31 décembre

<i>(en milliers de dollars)</i>	T3 2014	T3 2013	ACJ 2014	ACJ 2013
Investissement en immobilisations au début de la période	10 102 \$	10 102 \$	10 102 \$	10 102 \$
Investissement en immobilisations au cours de la période	-	-	-	-
Investissement en immobilisations à la fin de la période	10 102	10 102	10 102	10 102
Bénéfice net non affecté au début de la période	3 110	3 018	1 930	2 019
Bénéfice net (perte nette) de la période	(66)	(1 278)	1 114	(279)
Bénéfice non affecté à la fin de la période	3 044	1 740	3 044	1 740
ACTIF NET À LA FIN DE L'EXERCICE	13 146 \$	11 842 \$	13 146 \$	11 842 \$

Les notes et le tableau complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (non vérifié)

Pour le trimestre terminé le 31 décembre

<i>(en milliers de dollars)</i>	T3 2014	T3 2013	ACJ 2014	ACJ 2013
Activités de fonctionnement :				
Encaissements (clients)	721 \$	1 802 \$	5 023 \$	9 695 \$
Crédits parlementaires reçus pour les dépenses d'exploitation	5 055	6 927	20 706	23 592
Décaissements (fournisseurs)	(2 806)	(3 655)	(11 111)	(14 060)
Décaissements (employés)	(4 628)	(5 142)	(14 638)	(15 080)
Apports affectés reçus	-	-	59	155
Intérêts reçus	21	21	68	75
Total net (perte) des flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	(1 637)	(47)	107	4 377
Activités d'investissement en immobilisations :				
Acquisition d'immobilisations	(72)	(233)	(178)	(1 993)
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(72)	(233)	(178)	(1 993)
Activités de financement :				
Crédits parlementaires reçus pour l'acquisition d'immobilisations	72	169	178	266
Total net des flux de trésorerie liés aux activités de financement	72	169	178	266
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 637)	(111)	107	2 650
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	12 312	13 956	10 568	11 195
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	10 675 \$	13 845 \$	10 675 \$	13 845 \$

Les notes et le tableau complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS NON VÉRIFIÉS

31 décembre 2014

Les états financiers trimestriels de la Société des musées de sciences et technologies du Canada doivent être lus de concert avec les états financiers annuels vérifiés les plus récents ainsi qu'avec le compte rendu faisant partie du rapport financier trimestriel.

1. Pouvoirs, mission et activités

Le Musée national des sciences et de la technologie a été constitué le 1^{er} juillet 1990 en vertu de la *Loi sur les musées*, et est une société d'État mentionnée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfices en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Tel que le mentionne la *Loi sur les musées*, la Société a pour mission de promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques principalement axée sur le Canada, et par la présentation des procédés et productions de l'activité scientifique et technique, ainsi que de leurs rapports avec la société sur le plan économique, social et culturel.

La Société exerce ses activités sous le nom de la Société des musées de sciences et technologies du Canada. Elle gère trois établissements muséaux : le Musée des sciences et de la technologie du Canada, le Musée de l'aviation et de l'espace du Canada et le Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada. Les activités de la Société sont réparties en quatre activités complémentaires :

Préservation du patrimoine

Cette activité comprend la documentation, le catalogage, la conservation, la recherche historique, la bibliothèque et les services connexes.

Diffusion des connaissances

Cette activité comprend l'élaboration et l'entretien des expositions, les programmes d'interprétation et d'enseignement, de communication et de promotion, la diffusion sur le Web et les autres services aux visiteurs.

Services internes

Cette activité comprend les services de ressources humaines, des finances et de la gestion des installations, du développement d'entreprise et des activités commerciales, qui sont tous gérés centralement.

Installations

Cette activité comprend les frais de fonctionnement et d'entretien des immeubles qui appartiennent à la Société et de ceux qui sont loués, ainsi que les services de sécurité.

2. Conventions comptables

Les conventions comptables importantes sont :

(a) Base de présentation

Ces états financiers ont été préparés en accordance avec les normes comptables canadiennes pour le secteur public (Public Sector Accounting Standards, PSAS), applicables aux organismes gouvernementaux sans but lucratif. La Société a préparé les états financiers en appliquant la série 4200 du PSAS. La Société applique la méthode du report pour la comptabilisation des apports pour les organismes sans but lucratif.

(b) Équivalents de trésorerie

Les placements de la Société sont très liquides parce qu'ils sont remboursables sur demande sans préavis ni pénalité et sont limités à des placements à revenus fixes auprès d'institutions financières de renom qui sont des membres de l'Association Canadienne des Paiements, à des effets garantis par les gouvernements et à des effets commerciaux cotés A++ par la Société canadienne d'évaluation du crédit.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS NON VÉRIFIÉS

31 décembre 2014

La trésorerie et les équivalents de trésorerie affectés se présentent des crédits non utilisés et des contributions reportées des individus et des entreprises pour une fin déterminée.

(c) Créances

La Société établit une provision pour créances douteuses, qui reflète la baisse de valeur estimative des créances. La provision est basée sur les comptes clients et est déterminée en considérant les connaissances de la Société sur la situation financière de ses clients, l'âge des comptes clients, le climat politique et économique actuel, la concentration des clients, les normes de l'industrie et l'historique de recouvrement.

Les pertes sur créances sont comptabilisées dans l'état des résultats, dans les charges d'exploitation.

(d) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

(e) Collection

La collection forme la plus grande part de l'actif de la Société, mais elle est comptabilisée à la valeur nominale de 1 000 \$ à l'état de la situation financière, vu les difficultés pratiques de lui attribuer une valeur significative.

Les objets de collection acquis par la Société sont comptabilisés comme charges dans l'exercice d'acquisition. Les objets donnés à la Société sont enregistrés comme actifs à leur valeur nominale.

(f) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées selon les méthodes suivantes. Les immobilisations corporelles dont la Société s'est portée acquéreur et qui lui appartiennent sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée de vie utile estimative. Les terrains et bâtiments appartenant au gouvernement du Canada et sous le contrôle de la Société sont comptabilisés à leur coût historique estimatif moins l'amortissement cumulé, dans le cas des bâtiments. Le coût historique estimatif net des bâtiments a été crédité aux apports reportés liés aux immobilisations et le coût historique estimatif des terrains a été crédité à l'actif net. Les terrains dont le coût historique ne peut pas être établi avec une certaine assurance sont comptabilisés à une valeur nominale et un montant correspondant est crédité à l'actif net. Les améliorations qui prolongent la vie utile ou le potentiel de service des bâtiments sont comptabilisées au coût. Les améliorations aux bâtiments sont amorties sur la durée de vie utile restante du bâtiment ou la durée de vie utile des améliorations, selon le moins élevé des deux.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire fondé sur la durée de vie utile estimative des immobilisations, selon la règle de la demi-année pendant l'exercice d'acquisition, comme suit :

Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations aux bâtiments	10 à 25 ans
Mobilier de bureau	5 à 10 ans
Logiciels	5 ans
Matériel	5 à 12 ans

Les sommes relatives aux projets d'immobilisations en cours sont virées à la rubrique appropriée des immobilisations corporelles lorsque le projet est achevé, et elles sont alors amorties conformément à la politique de la Société.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 décembre 2014

(g) Avantages sociaux futurs

i) Régime de retraite

L'ensemble des employés de la Société participe au Régime de retraite de la fonction publique, un régime à prestations déterminées établi en vertu d'une loi et parrainé par le gouvernement du Canada. Les cotisations doivent être versées par les employés et la Société afin de couvrir les coûts liés au service courant. En vertu de la loi actuelle, la Société n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer d'autres cotisations en ce qui a trait aux services passés ou au déficit du régime. Par conséquent, les cotisations sont comptabilisées dans les dépenses de l'année où les services ont été rendus et représentent l'obligation totale des avantages sociaux futurs de la Société.

ii) Indemnités de départ

Avant le 11 mai 2012, les employés avaient droit à des indemnités de départ, tel que prévu dans les conventions collectives et les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités a été reporté au fur et à mesure que les employés rendent les services nécessaires pour les gagner. La Société a modifié cette indemnité à compter du 11 mai 2012 pour tous les employés. Par conséquent, les employés pouvaient choisir d'encaisser immédiatement les prestations acquises sous la forme d'un paiement comptant, continuer d'en différer le paiement jusqu'à la retraite, ou combiner les deux options en fonction des années de service continue au sein de la Société en date du 11 mai 2012. Au 31 mars, les paiements en souffrance ont été reportés et sont recalculés chaque année afin de prendre en considération les augmentations de salaire. Les gains actuariels (pertes actuarielles) sont comptabilisés dans l'état des résultats de façon systématique quand les indemnités de départ sont payées aux employés qui quittent la Société.

iii) Congés de maladie

La Société accorde aux employés des congés de maladie qui s'accumulent, mais qui ne s'acquèrent pas. La Société comptabilise le coût des congés de maladies futurs au cours des périodes pendant lesquelles les employés rendent des services à la Société. L'évaluation du passif est fondée sur la meilleure estimation de la direction de l'inflation, les taux d'actualisation, les données démographiques des employés et l'utilisation des congés de maladie des employés actifs.

(h) Constatation des produits

i) Crédits parlementaires

Le gouvernement du Canada accorde des fonds à la Société.

Les crédits parlementaires reçus pour l'achat des immobilisations amortissables sont initialement comptabilisés comme apports reportés sur l'état de la situation financière. Quand un achat est effectué, la partie du crédit parlementaire utilisée pour effectuer l'achat est comptabilisée comme apports reportés liés aux immobilisations et est comptabilisée à titre de revenus selon la même méthode et pour les mêmes périodes que les immobilisations connexes acquises.

Les crédits parlementaires affectés à des dépenses précises sont reportés sur le bilan et comptabilisés à titre de revenus dans l'état des résultats pendant la période au cours de laquelle ces dépenses sont engagées.

Les crédits parlementaires qui ne sont pas affectés à une fin précise sont comptabilisés à titre de revenus dans l'état des résultats de la période pour laquelle le crédit parlementaire est autorisé.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 décembre 2014

ii) Fonctionnement

Les revenus découlant des activités des Musées comprennent les droits d'entrée et la vente de programmes, les ventes en boutique, la location des installations, les adhésions, les commandites, l'exploitation agricole et d'autres revenus. Ils sont constatés dans l'année au cours de laquelle la vente de produits est conclue ou au cours de laquelle les services sont fournis.

iii) Contributions

Les apports non affectés sont constatés à titre de produits à l'état des résultats au moment où ils sont reçus ou à recevoir, si le montant peut être évalué de façon raisonnable et si le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les apports affectés à l'externe à des fins précises sont reportés sur l'état de la situation financière et comptabilisés à titre de revenus sur l'état des résultats pendant l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont comptabilisées et les exigences sont satisfaites.

Les apports en nature sont comptabilisés à leur juste valeur marchande estimée au moment de leur réception. L'apport des bénévoles en nombre d'heures par année est important. Puisqu'il est difficile de déterminer leur juste valeur, les services fournis par les bénévoles ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

iv) Produits d'intérêts

Les intérêts sont constatés et comptabilisés au cours de l'exercice pendant lequel ils sont gagnés, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

(i) Conversion de devises

Les opérations en devises étrangères sont converties en dollars canadiens en fonction du taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis en utilisant le taux de change en vigueur au 31 décembre.

Les gains et les pertes découlant de la conversion de devises sont reportés dans l'état des résultats.

(j) Actifs et passifs financiers

La Société classe les instruments financiers au moment de leur comptabilisation initiale en fonction des raisons pour lesquelles les actifs financiers ont été acquis ou les passifs ont été engagés. Tous les instruments financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur.

La juste valeur des instruments financiers à leur comptabilisation initiale correspond au prix de transaction, soit la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue. Suivant leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont évalués par l'application du traitement comptable qui correspond à leur classement.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont comptabilisés à leur juste valeur.

Les créances, l'avance à long terme et les comptes créditeurs, ainsi que les autres charges à payer sont comptabilisés à leur coût ou à leur coût après amortissement.

(k) Dépréciation des actifs non financiers

À chaque date de clôture, la Société détermine la mesure dans laquelle il existe des indications internes qu'un actif pourrait avoir subi une dépréciation (par ex., un actif endommagé ou qui n'est plus utilisé). S'il existe une indication de cet ordre, ou lorsqu'un actif doit être soumis à un test de dépréciation annuel, la Société détermine la valeur recouvrable estimative de l'actif.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS NON VÉRIFIÉS

31 décembre 2014

La valeur recouvrable d'un actif est sa juste valeur moins le coût pour le vendre ou sa valeur d'utilité, soit le montant le plus élevé des deux. Lorsque la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable, l'actif est déprécié et est réduit à sa valeur recouvrable.

(I) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers conformément aux conventions comptables du secteur public canadien, applicables aux organismes gouvernementaux à but non lucratif exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers de l'exercice.

Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont les charges à payer, la provision pour créances douteuses, les avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations.

Les principales hypothèses concernant l'avenir et d'autres sources importantes d'incertitude concernant les estimations à la date de clôture, qui présentent un risque élevé d'occasionner un rajustement important des valeurs comptables des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant, sont analysées ci-dessous :

i) Durée de vie utile estimative des actifs

La durée de vie utile estimative des immobilisations se fonde sur les intentions de la direction en ce qui a trait au bien, à l'expérience historique relative au bien, aux plans internes de gestion des biens et à d'autres facteurs déterminés par la direction. La durée de vie utile est évaluée chaque année et toute modification est prise en compte de façon prospective.

Aucune autre hypothèse ou estimation comptable n'a été établie comme présentant un risque élevé d'occasionner un rajustement important des valeurs comptables des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant.

3. Collection

Une partie de la mission de la Société est de « promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques [...] ». Cette collection représente l'actif principal de la Société et est répartie entre les secteurs suivants :

- les communications;
- les ressources non renouvelables et le design industriel;
- les ressources naturelles;
- les sciences physiques et la médecine;
- les ressources renouvelables, qui comprennent l'agriculture et la foresterie;
- les instruments, outils et systèmes ayant des applications directes en mathématiques, en chimie, en physique, ainsi qu'en astronomie, astrophysique, météorologie, arpentage et cartographie, et technologies de l'information;
- les transports: terrestre, maritime, aérien et spatial.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS NON VÉRIFIÉS

31 décembre 2014

4. Avance à long-terme

De 2007 à 2010, la Société a reçu des fonds du Secrétariat du Conseil du Trésor pour construire des salles de classe, des aires de vente au détail et un auditorium au Musée de l'aviation et de l'espace du Canada. La Société a aussi obtenu du financement en 2008 pour établir une fondation pour la Société des musées de sciences et technologies du Canada.

(en milliers de dollars)	2014	2013
Financement pour la construction d'Installations génératrices de profit	\$ 4 208	\$4 208
Financement pour l'établissement d'une fondation	325	325
	\$ 4 533	\$ 4 533

La Société a reçu les fonds sur la prémisse qu'un mécanisme de remboursement sera établi. Toutefois le remboursement des fonds pour la construction d'installations génératrices de profit n'était pas prévu avant 25 ans après le début du projet et le remboursement des fonds reçus pour établir la Fondation n'était pas prévu avant 6 ans suivant la date où la Fondation commence ses opérations. Au 31 décembre 2014 un mécanisme de remboursement doit encore être établi. La Société n'a pas d'intérêt à payer sur cette avance de fonds.

5. Crédits parlementaires

(en milliers de dollars)	2014	2013
Budget principal des dépenses d'exploitation et d'immobilisations	20 396 \$	20 152 \$
Crédits parlementaires reportés utilisés dans la période pour l'achat d'immobilisations	-	1 753
Montants utilisés pour l'acquisition d'immobilisations amortissables	(178)	(2 019)
Amortissement du financement des immobilisations reporté	2 825	2 335
Crédits parlementaires	22 743 \$	22 221 \$

6. Fondation de la Société des musées de sciences et technologies du Canada

La Fondation de la Société des musées de sciences et technologies du Canada (la Fondation) a été constituée le 14 novembre 2007 en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes* et est un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* depuis le 1^{er} avril 2008. La Fondation est une entité juridique distincte de la Société des musées de sciences et technologies du Canada et elle a pour mandat de recueillir des fonds qui seront tous utilisés pour des projets déterminés par la Fondation.

La Fondation recueille des fonds auprès de mécènes, de sociétés, d'associations et de la collectivité. Les contributions de la Fondation à la Société sont comptabilisées à titre de revenus de développement d'entreprise dans l'état des résultats.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS NON VÉRIFIÉS

31 décembre 2014

7. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, la Société est apparentée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Les opérations entre apparentés comprennent également les principaux dirigeants ayant l'autorité et la responsabilité de planifier, diriger et contrôler les activités de la Société, ce qui incluent l'équipe de direction, tous les membres du conseil d'administration et les membres de leur famille immédiate. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal de ses activités et aux mêmes conditions que celles conclues avec des parties non apparentées, et ces transactions sont comptabilisées à la valeur d'échange.

Également, au cours du troisième trimestre, la Société a reçu gratuitement de divers organismes des services de vérification et un soutien de la part d'employés d'autres organismes de l'État. Ces services gratuits ont été comptabilisés comme suit dans l'état des résultats :

ÉTAT DES RÉSULTATS <i>(en milliers de dollars)</i>	2014	2013
REVENUS		
Contributions	284 \$	631 \$
DÉPENSES		
Préservation de la collection	-	-
Diffusion des connaissances	284	506
Services internes	-	125
Total des services reçus gratuitement	284 \$	631 \$

En outre, au cours de l'exercice, la Société a aussi reçu gratuitement des services d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et du Bureau du vérificateur général du Canada. La location des édifices et des installations connexes du Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada sur le site de la Ferme expérimentale du Canada ainsi que les services de vérification ont été fournis gratuitement à la Société et ne sont pas présentés dans l'état des résultats de la Société compte tenu de la difficulté à déterminer la juste valeur de cette contribution.

8. Éventualités

Dans le cours normal des activités de la Société, il arrive que diverses revendications ou actions judiciaires soient intentées contre elle. Certains passifs éventuels peuvent devenir des passifs réels lorsqu'au moins une situation future se produit ou ne se produit pas. Dans la mesure où il est probable qu'une situation future ait lieu ou n'ait pas lieu et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, un passif estimatif et une charge sont comptabilisés dans les états financiers de la Société. Au 31 décembre 2014, aucune provision n'a été enregistrée (2013 : aucune provision comptabilisée). S'il y a lieu, l'effet final de ces revendications ou poursuites sera comptabilisé dans l'exercice au cours duquel elles pourront être déterminées.

9. Chiffres correspondants

Certains montants comparatifs ont été ajustés à la présentation du présent exercice.

TABLEAU 1: TABLEAU DES PRODUITS D'EXPLOITATION ET DES CONTRIBUTIONS (non vérifié)

pour le trimestre terminé le 31 décembre

Produits d'exploitations

<i>(en milliers de dollars)</i>	T3	T3	ACJ	ACJ
	2014	2013	2014	2013
Droits d'entrée et programmes				
Sciences et technologie	8 \$	190 \$	868 \$	1 019 \$
Aviation et espace	121	293	541	3 201
Agriculture et alimentation	57	52	675	577
Ventes dans les boutiques	87	187	603	1 586
Location des installations et concessions	131	89	311	250
Stationnement	46	98	361	483
Adhésion	77	133	359	367
Activités de la Ferme	80	72	275	222
Expériences thématiques	9	16	92	114
Divers	39	40	180	112
TOTAL	655 \$	1 170 \$	4 265 \$	7 931 \$

Contributions

<i>(en milliers de dollars)</i>	T3	T3	ACJ	ACJ
	2014	2013	2014	2013
Subventions et commandites	96 \$	457 \$	590 \$	760 \$
Services fournis	99	141	284	631
Contributions de la Fondation	-	-	59	155
TOTAL	195 \$	598 \$	933 \$	1 546 \$

TABLEAU 2: TABLEAU DES CHARGES (non vérifié)

pour le trimestre terminé le 31 décembre

(en milliers de dollars)	T3	T3	ACJ	ACJ
	2014	2013	2014	2013
Coûts du personnel	4 590	\$ 4 919	\$ 14 574	\$ 15 636
Amortissement des immobilisations	858	825	2 604	2 414
Location d'immeubles	531	480	1 482	1 439
Impôt foncier	408	424	1 320	1 299
Frais de gestion immobilière	402	383	1 162	1 115
Services professionnels et spéciaux	126	507	1 094	1 628
Services publics	346	365	779	911
Réparation et entretien des bâtiments	332	863	747	1 418
Matériaux et fournitures	204	228	569	774
Services de protection	167	215	531	716
Conception et affichage	108	299	487	1 983
Boutiques et commercialisation des produits	45	98	308	894
Publicité	73	133	255	675
Réparation et entretien du matériel	39	58	191	189
Communications	70	62	191	176
Déplacement	60	57	166	148
Publications	45	48	127	200
Fournitures et matériel de bureau	17	22	74	96
Divers	37	76	67	174
Fret, messageries et camionnage	37	11	64	114
Location de matériel	11	24	49	71
Acquisition d'objets pour la collection	27	5	46	10
Livres	16	13	30	32
Total des charges	8 549	\$ 10 115	\$ 26 917	\$ 32 112